

<b>Entités des NU chargées de mise en œuvre : BINUB - Section Intégrée Paix et Gouvernance et PNUD</b>		<b>Domaine Prioritaire : Paix et Gouvernance</b>
<b>Ministère de tutelle :</b> Ministère à la Présidence chargé de la Bonne Gouvernance, des Privatisations, de l'Inspection Générale de l'Etat et de l'Administration Locale		
<b>Titre du Projet</b>	<b>Appui au renforcement des mécanismes de lutte contre la corruption et les malversations diverses à travers tout le pays (PBF/BDI/A-1)</b>	
<b>Couverture géographique</b>	Tout le territoire national burundais	
<b>Budget approuvé</b>	1, 500,000 \$ US	
<b>Décision de transfert de fonds par NY</b>	18/05/2007	
<b>Date de démarrage : 01/09/2007</b>	<b>Date prévue pour la clôture du projet : 30 juin 2009</b>	
<b>Retard par rapport à la date de clôture initiale : 9mois</b>	<b>Commentaires :</b> le Comité technique de suivi du projet a proposé la prolongation des activités jusqu'au 30 juin 2009. Cette proposition a été entérinée par le Comité de pilotage.	

#### Réalisations quantitatives par rapport aux objectifs et aux résultats

Résultats attendus	• Activités prévues (janvier - mars 2009)	Réalisations (janvier – mars 2009)
<b>Résultat 1</b> : les jugements sont rendus dans les délais raisonnables ;	<ul style="list-style-type: none"> <li>Formation en informatique (Word, Excel, Power Point et Internet) pour le personnel de la Cour et de la Brigade Anti corruption/octobre 2008</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>La formation en informatique a été clôturée.</li> <li>La saisie des dossiers est accélérée.</li> </ul>
<b>Résultat 2</b> : la population est informée sur les mécanismes de lutte contre la corruption et les responsabilités des différents acteurs	<p>L'organisation du premier atelier régional d'information et de sensibilisation au cadre légal de lutte contre la corruption (16 mars 2009) en collaboration avec la Cour et la Brigade spéciale anti corruption, à l'intention des responsables des services de la police (officiers de la PNB : PSI, PJ, PP, PAF ; SNR, etc.) et de la magistrature (magistrats et procureur) des provinces <b>Gitega, Cankuzo, Muramvya, Mwaro, Karuzi et Ruyigi.</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Organisation de 34 ateliers communaux de sensibilisation et d'information</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le premier atelier régional a permis aux participants d'avoir une compréhension commune du cadre légal de lutte contre la corruption au Burundi et se sont engagés d'agir.</li> <li>Le recrutement d'une agence d'exécution suivant la modalité Grant agreement est encours.</li> </ul>
<b>Résultat 3</b> : les synergies entre les OSC de lutte contre la corruption et les deux structures gouvernementales (la Cour et la Brigade) sont recherchées et un cadre de concertation est créé	<ul style="list-style-type: none"> <li>Organisation des mini ateliers d'échange et de concertation à l'intention des OSC anti corruption et promotrices de la bonne gouvernance économique.</li> <li>Achat des consommables pour l'OLUCOME</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le cadre de concertation des OSC est actif et s'organisent pour faire agréer leur Forum/Collectif.</li> <li>L'OLUCOME a été appuyé en fourniture pour pouvoir publier ses rapports.</li> </ul>
<b>Taux d'exécution budgétaire: 58.48%</b>		

#### Appréciation qualitative par rapport aux objectifs et aux résultats

Le premier atelier régional a permis aux participants d'être informés et d'avoir une compréhension commune du cadre légal de lutte contre la corruption au Burundi ainsi que de leur responsabilité dans cette lutte. Ces ateliers vont se poursuivre au second trimestre. Le renforcement des capacités des institutions publiques de lutte contre la corruption et de l'OLUCOME est une plus value incontestable car il a permis une amélioration évidente des rendements de ces structures. Le cadre de concertation des OSC mérite une attention soutenue, et sera un élément important de la pérennisation des acquis du projet. La sensibilisation et l'information des populations par l'intermédiaire des ateliers communaux n'est pas encore effective, en raison notamment de la lenteur dans les recrutements. Un des contraintes majeures du projet est qu'il est ainsi en train d'accuser un retard préjudiciable à l'ensemble de l'opération.